

*des Princes &c.* Septemb. 1706. 175

n'y a plus d'amitié parmi eux, qu'en apparence, que leurs intérêts sont differens tout comme leur Religion, l'union n'est plus compatible, & ne peut plus être la maxime fondamentale du Gouvernement du Corps, & c'est une erreur plus que populaire, que de croire que des gens desunis de cœur, d'intérêt & de Religion, puissent se conserver par l'union.

Si l'on réussit de détruire à Zurich & à Berne cette prétendue union, l'on en tirera beaucoup des avantages. La Religion a animé les esprits dans ces deux Cantons contre la France à cause de sa persécution, & l'on ne s'en prévaut pas seulement pour détruire le service que le Canton de Berne a en France, & empêcher que celui de Zurich n'y en établisse pas un; mais aussi l'on obtiendra que ces Cantons seront toujours opposés aux vûes de la France, & favorables à celles des Hauts-Alliez, qui en pourront retirer de l'usage, soit par le moyen des troupes, soit par celui des passages.

La crainte de la France, est un des moyens les plus efficaces, que les Partisans employent pour augmenter leur parti, par celui des timides, dont le nombre est assez grand à Berne, comme il arrive ordinairement dans les Républiques qui ont jôûi d'une longue paix, qui rend les esprits mols & effeminés; & ce qui est de plus particulier, c'est de voir que presque tous ceux qui ont été Officiers & qui sont membres du Conseil Souverain, soient les plus timides; & que les gens de lettre soient les plus résolus: ce n'est pas cependant un problème difficile à développer, si l'on réfléchit que ces Officiers sont remplis de cette puissance de la France, de son activité dans l'action & de sa prévoyance pour les provisions; ils repassent incessam-